

Lutte de classe

L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge

(la lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam)

(Extrait de la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste)

Présentation et remarques.

Dans ce document il est principalement question de la soi-disant « neutralité » des syndicats, qu'il faut traduire le plus souvent par « indépendance », c'est d'ailleurs précisé à plusieurs reprises dans ce texte.

Ce document est d'une brûlante actualité. Il pose un certain nombre de problèmes qui permettent peut-être de comprendre comment de révolutionnaire, on peut devenir réformiste volontairement ou non, tout du moins au départ, après c'est autre chose.

Pour ma part, je n'avais pas interprété correctement la Charte d'Amiens, pour autant que l'on admette le bien-fondé des arguments qui figurent dans ce texte. Je m'en excuse au près des camarades, c'est mon isolement qui me joue des tours !

Je ne pensais pas naïvement que le principe de l'indépendance dont elle se réclamait suffirait à garantir aux syndicats de pouvoir combattre le capitalisme sans être récupéré par le réformisme et le stalinisme. Je pensais sincèrement que c'était un principe qui pouvait être défendu plutôt comme un objectif ou une condition nécessaire à réaliser pour permettre au prolétariat de se détacher de la tutelle du réformisme qui domine dans les syndicats, et dont tous les militants savent qu'ils sont contrôlés par les partis réformistes et staliniens, sans oublier les agents directs de la bourgeoisie.

Qu'en réalité cette soi-disant « indépendance » des syndicats servent directement nos ennemis de classe, c'est ce que démontre ce document.

Il est expliqué que les syndicats ne peuvent pas être « neutres », « apolitique » ou « indépendant » par rapport aux différentes classes et partis politiques en présence, que c'est tromper les masses que de leur faire croire le contraire, et pire encore de le revendiquer, puisqu'on se transforme en « agent du capital », sachant que les syndicats sont contrôlés par des partis à la solde de la bourgeoisie.

On comprend parfaitement pourquoi le travail au sein des syndicats n'a jamais permis de construire un parti révolutionnaire en France (et ailleurs), et pourquoi la plupart des militants révolutionnaires, le plus souvent inconsciemment, à la suite de leurs dirigeants, sont devenus des réformistes et ont abandonné le combat pour constituer des comités à l'intérieur des entreprises, pour la révolution prolétarienne.

En professant l'« indépendance » des syndicats, en réalité on se prive des moyens de démontrer aux travailleurs l'ampleur de la contamination du réformisme dans les syndicats, des conceptions bourgeoises qui y dominent, on s'interdit de dénoncer le lien permanent qui existe entre les appareils et la bourgeoisie, puisqu'on prétend qu'il n'y en a pas, les syndicats étant « indépendants ». Donc il est pratiquement impossible de les combattre efficacement et d'aider les travailleurs à perdre leurs illusions dans les appareils. Cependant, par leurs propres expériences de la trahison des appareils au cours de la lutte des classes, s'ils perdent en partie ou en totalité leurs illusions, ils ne parviendront pas à prendre conscience de la nécessité d'engager le combat pour en finir avec le capitalisme, puisque le lien existant entre les appareils et la bourgeoisie n'aura pas été établi nettement, tout aura été fait sciemment pour que leur niveau de conscience n'atteigne pas ce niveau, le niveau politique.

C'est ce tour de passe-passe qui sert à camoufler la trahison des dirigeants du PT, notamment, car en prétendant que les syndicats seraient « indépendants », donc implicitement leurs appareils par la même occasion, par rapport aux partis traîtres du mouvement ouvrier et par rapport à la bourgeoisie,

ils les blanchissent de toute collusion avec les patrons et le gouvernement, d'une certaine manière, il soutient la bourgeoisie sans que personne ne s'en aperçoive.

Séparer artificiellement la lutte économique du combat politique pour maintenir le plus longtemps possible la lutte de classe sur le terrain strictement économique, voilà à quoi aboutit finalement cette conception de l' « indépendance » des syndicats.

Dès lors, tous les arguments de ces soi-disant révolutionnaires sont frappés du sceau de l'impuissance, lorsqu'ils reprochent aux appareils leur subordination à la bourgeoisie, puisque d'un autre côté, ils prétendent qu'ils sont « indépendants », ce qui est une formidable tromperie. Comme l'on dit, les deux arguments s'annulent ou se neutralisent, et tout le monde peut continuer à vaquer tranquillement à ses petites occupations de bureaucrates.

Dans ces conditions, on comprend aussi le malaise des travailleurs qui n'y comprennent plus rien, puisqu'on leur dit tout et son contraire ! Mais n'était-ce pas le but après tout ?

On comprend parfaitement pourquoi aussi les réformistes s'accommodent très bien de ces révolutionnaires de pacotilles, qui finalement couvrent leur politique contre-révolutionnaire.

L' « indépendance » des syndicats se traduit donc concrètement par leur subordination complète aux intérêts de la bourgeoisie par l'intermédiaire de leurs valets qui s'appuient sur l'aristocratie ouvrière.

On lira dans le texte ci-dessous, que l'Internationale Communiste n'avait pas l'intention de supprimer l'autonomie des syndicats par rapport au parti, elle appelait à une « collaboration étroite » avec le parti révolutionnaire, car à défaut de collaboration avec ce parti, ils collaboreraient avec des partis liés à la bourgeoisie. Camarades, il faut choisir.

(Extrait de la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste)

I. La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière, non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école, l'église, le parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne, sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat.

Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des Syndicats, de leur caractère apolitique, étranger à tout parti. Depuis les dernières décades de l'histoire contemporaine et en particulier depuis la fin de la guerre impérialiste, dans toute l'Europe et en Amérique, les Syndicats sont les organisations les plus nombreuses du prolétariat : dans certains Etats ils embrassent même toute la classe ouvrière sans exception. La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises .

La bourgeoisie ne peut pas inviter ouvertement les syndicats ouvriers à soutenir les partis bourgeois. C'est pourquoi elle les invite à ne soutenir aucun parti, sans excepter le parti du communisme révolutionnaire.

La devise de la « neutralité » ou de « l'apolitisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé.

Au cours d'une dizaine d'années, cette idée bourgeoise a été inoculée aux syndicats d'Angleterre, d'Allemagne d'Amérique et des autres pays, tant aux chefs des syndicats bourgeois à la Hirsch-Dunker qu'aux dirigeants des syndicats cléricaux et chrétiens, tant aux représentants des soi-disant syndicats libres d'Allemagne qu'aux leaders des vieilles et pacifiques trade-unions anglaises, et à beaucoup d'autres partisans du syndicalisme. Leghien, Gompers, Jouhaux, Sidney Webb, pendant des années et des dizaines d'années, ont prêché aux syndicats la neutralité.

En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre. Par conséquent les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du parti communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le « leader ouvrier » qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Même avant la guerre impérialiste, la fausseté de cette idée de neutralité devenait de plus en plus évidente pour les prolétaires conscients d'Europe et d'Amérique. A mesure que les antagonismes sociaux s'exaspèrent, le mensonge devient encore plus frappant.

Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.

Pendant la guerre impérialiste, tous les social-démocrates et les syndicalistes, qui avaient passé des années à prêcher aux syndicats l'indifférence politique, lancèrent en réalité ces mêmes syndicats au service de la plus sanglante et de la plus vile politique des partis bourgeois. Eux, champions hier de la neutralité, on les voit agir maintenant comme les agents déclarés de tel parti politique, sauf un seul, le parti de la classe ouvrière.

Après la fin de la guerre impérialiste, ces mêmes chefs social-démocrates et syndicalistes essayent de nouveau d'imposer aux syndicats le masque de la neutralité et de l'apolitisme. Le danger militaire étant passé, ces agents de la bourgeoisie s'adaptent aux circonstances nouvelles et, de plus, essayent de faire dévier les ouvriers de la voie révolutionnaire dans celle qui est avantageuse à la bourgeoisie.

L'économique et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier.

Lorsqu'en France le gouvernement impérialiste décrète la mobilisation de certaines classes pour occuper le bassin de la Ruhr ou pour opprimer l'Allemagne en général, un syndicat français réellement prolétarien peut-il dire que c'est là une question strictement politique qui ne doit pas intéresser les syndicats ? Un syndicat français véritablement révolutionnaire peut-il se déclarer « neutre » ou « apolitique » dans cette question ?

Ou bien, si inversement, en Angleterre, il se produit un mouvement purement économique comme la dernière grève des mineurs, le parti communiste a-t-il le droit de dire que cette question ne le concerne pas et intéresse uniquement les syndicats ? Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, lorsque des masses de plus en plus nombreuses d'ouvriers sont contraintes par la vie même de mettre à l'ordre du jour l'armement du prolétariat, lorsque dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines, dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être « neutres » entre tous les partis, c'est en réalité se mettre au service de la bourgeoisie.

Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois grands groupes :

1. les partis de la bourgeoisie,
2. les partis de la petite-bourgeoisie (surtout les social-démocrates),

3. le parti du prolétariat (les communistes).

Les syndicats qui se proclament « apolitiques » et « neutres » à l'égard de ces trois groupes ne font en réalité qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.

L'association syndicale d'Amsterdam est une organisation où se rencontrent et se donnent la main les Internationales 2 et 2 1/ Cette organisation est considérée avec espoir et sollicitude par toute la bourgeoisie mondiale. La grande idée de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour le moment, c'est la neutralité des syndicats. Ce n'est pas par hasard que cette devise sert à bourgeoisie et à ses valets social-démocrates ou syndicalistes de droite de moyen pour essayer de rassembler de nouveau les masses ouvrières d'Occident et d'Amérique. Tandis que la Seconde Internationale politique, en passant ouvertement du côté de bourgeoisie, a fait lamentablement faillite, l'Internationale d'Amsterdam, en essayant à nouveau de se couvrir de l'idée de la neutralité, a encore quelque succès.

Sous le pavillon de la « neutralité », l'Internationale Syndicale d'Amsterdam prend sur elle les commissions les plus difficiles et les plus sales de la bourgeoisie : étrangler la grève des mineurs en Angleterre (comme a accepté de le faire le fameux J. H. Thomas qui est en même temps le président de l'Internationale et un des leaders les plus en vue de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam), abaisser les salaires, organiser le pillage systématique des ouvriers allemands pour les péchés de Guillaume et de bourgeoisie impérialiste allemande. Leipart et Grassmann, Wissel et Bauer, Robert Schmidt et J. H. Thomas, Albert Thomas et Jouhaux, Daszynski et Zulavski – tous, ils se sont partagé les rôles : les uns, anciens chefs syndicaux, participent aujourd'hui aux gouvernements bourgeois en qualité de ministres, de commissaires gouvernementaux ou de fonctionnaires quelconques, tandis que les autres, entièrement solidaires des premiers, restent à la tête de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour prêcher aux ouvriers syndiqués la neutralité politique.

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est actuellement le principal appui du capital mondial. Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme, si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apolitisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, faut avant tout établir des relations mutuelles claires et précises entre le parti et les syndicats dans chaque pays.

III. Le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer prolétariat du joug capitaliste et qui pour cette raison a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser sans exception tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs non seulement des communistes conscients, mais aussi des catégories intermédiaires et même tout à fait retardataires de travailleurs, qui apprennent seulement peu à peu, et par l'expérience de la vie, le communisme.

Le rôle des syndicats, dans la période qui précède le combat du prolétariat pour la mainmise sur le pouvoir, dans la période de combat et, ensuite, après la conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours avant, pendant, et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti, et par rapport à ce dernier ils jouent jusqu'à un certain point rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, pour le renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique du communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir leur avant-garde, le parti communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble.

La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le 2e Congrès Mondial de l'Internationale Communiste, s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays. Si par exemple des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis insuffisamment expérimentés en politique, sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce que ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas changer l'attitude de principe de l'Internationale Communiste à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

IV. Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à conquérir la majorité des syndiqués ; les communistes ne doivent en aucun cas se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme malgré tous les obstacles et toutes les oppositions.

La meilleure mesure de la force d'un parti communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués.

Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tel et tel syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et dévoué, des noyaux communistes au sein des syndicats que le Parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti.

Un excellent processus de fermentation se remarque en ce moment dans les syndicats français . Les ouvriers se remettent enfin de la crise du mouvement ouvrier et apprennent aujourd'hui à condamner la trahison des socialistes et des syndicalistes réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fautive de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin.

Les syndicalistes-révolutionnaires français n'auront pas de ligne de conduite ferme tant que le parti communiste n'en aura pas non plus. Le Parti communiste français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire.

Il ne doit cependant compter en premier lieu que sur ses propres militants, il doit former des noyaux partout où il y a trois communistes. Le parti doit entreprendre une campagne contre la neutralité. De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme-révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionner le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le parti. (...)

V. (...) Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.